24ème Année - Num. 10 Spedizione in abbonamento postale - Gruppoll (70%) Le Num. L. 80 - 17 mai 1976

Le Peuple Valdôtain

Organe du Mouvement de l'Union Valdôtaine pour la défense de la minorité ethnique et linguistique valdôtaine

M. Rivoli Joseph
49, rue Turin
11100 AOSTE

ELECTIONS DU 20 JUIN

DELIBERATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'UNION VALDOTAINE

L'A.G. de l'U.V. réunie à Aoste le 9.5.1976 pour examiner la situation politique qui s'est déterminée par la dissolution des Chambres et la nécessité d'affronter de nouvelles élections politiques;

Prenant acte qu'une fois encore les partis stato-nationaux ne savent résoudre les graves problèmes qui affligent l'Italie et qu'au lieu de vouloir les affronter ils se sont cachés derrière de nouvelles élections qui laisseront les choses telles qu'elles sont aujourd'hui;

Considérant que les mouvements autonomistes de la VDA et de toutes les ethnies aujourd'hui minoritaires englobées dans l'Etat italien, encore une fois devront subir l'affrontement des grands blocs politiques italiens;

Sachant qu'à travers l'écrasement des mass-media auxquels les minorités n'auront pas accès les mouvements régionalistes n'auront pas la possibilité de faire entendre leur voix et que les problèmes ethniques seront ainsi noyés et détournés;

Considérant toutefois qu'il est nécessaire que l'U.V. soit présente à ces compétitions électorales afin qu'elle puisse en collaboration avec les représentants sud-tyroliens, ladins, slovènes et de toutes les autres minorités, porter sa voix au Parlement italien pour un changement radical de l'Etat italien;

Considérant qu'il est nécessaire pour nous en ce moment de sauvegarder notre position au Gouvernement Régional

après ample discussion

DONNE MANDAT au C.E. de prendre les contacts nécessaires avec les forces politiques disposées à appuyer aux prochaines élections politiques un candidat régionaliste et un candidat indépendant agréé aux Mouvements Régionalistes;

SOUHAITE que ces candidats soient présentés sous le symbole de l'UV ou le plus possible semblable;

REAFFIRME la validité de l'actuelle majorité au Conseil Régional;

PREND ACTE de la requête présentée hier par le C.C. de l'UV qui a demandé à M. Pierre Fosson de mettre son mandat de conseiller régional à la disposition du Mouvement;

CONVOQUE pour mercredi 12 mai le C.C. qui devra mettre au point la ligne définitive que le Mouvement doit tenir en ces élections politiques.

LES ELECTIONS POLITIQUES

81 jours seulement après sa nomination le cinquième gouvernement Moro a dû démissionner. La chose ne nous a pas étonnés puisque au cours de ces 28 années de république nous avons vu tomber le nombre surprenant de 38 gouvernements aux couleurs et aux positions politiques les plus disparates. Une moyenne donc de 9 mois pour chaque gouvernement! Cela démontre le sérieux de cette république qui se dit pourtant «una ed indivisibile»! Unie et indivisible, certes, lorsqu'il s'agit de combattre les justes aspirations autonomistes des peuples minoritaires qu'elle englobe; unie et indivisible lorsqu'il s'agit d'écraser de toutes les façons possi-

(Suite page 4)

%%%%%%%%%%%%%%%%%%%%%%%%%%%%

LA TRAGEDIE DU FRIOUL

L'Union Valdôtaine participe avec une indicible douleur à la tragédie qui s'est abattue sur le Frioul.

Région éprouvée par les guerres et par une forte émigration, habitée par une population autochtone dont le substrat est celtique, opprimée linguistiquement par l'Etat italien, le Frioul - qui n'a reçu son autonomie qu'en 1963 - a pour plusieurs aspects des traits en commun avec la Vallée d'Aoste. Pour ce fait aussi notre solidarité envers ce peuple ne peut être que plus grande encore.

A peine pris connaissance du terrible malheur qui s'est abattu sur cette région, nos Mouvements ont immédiatement envoyé un télégramme de solidarité au Moviment Friûl et la Fédération des Mouvements Régionalistes (UV - RV - UVP) a mis à la disposition du Gouvernement Régional du Frioul la somme de 500.000 lires afin qu'elle soit destinée à l'aide de la population rescapée au désastre.

Il s'agit d'une somme bien modeste si nous la comparons à l'immensité de cette catastrophe, mais c'est tout ce que nous pouvions offrir en ce moment. Nous l'offrons en signe de solidarité au peuple frioulan, qui dans un élan magnifique de courage et de volonté a déjà commencé l'oeuvre de reconstruction de sa Patrie.

Des investissements pour 11 milliards 300 millions de lires prévus par le

PLAN DES TRAVAUX PUBLICS 1976

Le plan des travaux publics pour 1976, adopté par l'Assemblée régionale prévoit des investissements s'élevant à 11 milliards 300 millions de lires.

Nous reportons dans ce numéro des « Nouvelles de l'Administration Régionale » l'exposé du programme présenté au Conseil par l'assesseur régional des Travaux Publics, Eraldo Manganone, tandis que nous illustrerons dans le prochain numéro le détail des ouvrages d'intérêt public avec les dépenses qu'ils comportent.

« Le plan des travaux publics 1976 a été élaboré en tenant compte d'une part des exigences exprimées par chaque Commune (environ 40 milliards), et d'autre part de la nécessité d'y inclure, dans la limite des crédits disponibles, tous les travaux mis en chantier et dont les Communes, dans la plupart des cas, ne demandent plus le financement, puisque ces travaux doivent être automatiquement achevés.

Ce plan, en raison de la suppression de quelques chapitres, et de la réduction financière de certains autres (réduction destinée à favoriser et à donner cours à la décentralisation administrative aux Communes), résulte amputé de plusieurs éléments essentiels: ainsi les crédits prévus par le budget pour certains chapitres ne correspondent pas en réalité aux sommes affectées à certaines catégories de travaux, qui, toutefois, seront couvertes par l'"ajustement" du budget auquel on procède généralement en automne.

On a pu remarquer dans le programme actuel des travaux publics une tendance à réduire les mesures en faveur de la viabilité afin de réaliser d'autres services indispensables à la population.

Un gros effort, en effet, a été concentré sur la construction d'égouts et en particulier sur la réalisation de nouveaux épurateurs pour protéger les cours d'eau contre la pollution.

Ceci a été possible grâce à l'application du décret-loi n° 376 du 13 août 1975, converti en loi n° 492 du 16 octobre 1975 portant mesures pour la relance de l'économie et dont l'art. 15 donne la priorité à l'exécution d'ouvrages hygiéniques et sanitaires.

Pour mieux illustrer le programme, il me paraît souhaitable d'énoncer quelques pourcentages se rapportant au bilan de l'année précédente:

— ouvrages routiers: 30,73% en 1975 et 28,55% en 1976, avec une régression de 2,18%;

— chantiers de travail: 7,35% en 1975 et 8,71% en 1976, avec un accroissement de 1,36%;

— écoles: 26,75% en 1975 et 17,48% en 1976, avec une diminution de 9,27% (sans compter les financements aux termes de la loi n° 412 du 5 août 1975 et les crédits prévus dans un plan qui sera prochainement soumis à l'examen des commissions d'abord et du Conseil ensuite. Dans ce secteur donc on prévoit un accroissement en pourcentage considérable);

— bâtiments publics: 4,13% en 1975 et 4,13% en 1976;

— égouts: 14,06% en 1975 contre 21,33% en 1976 ce qui représente + 7,27%;

— aqueducs: 12,82% en 1975 et 17,51% en 1976, avec une augmentation de 4,69%;

— cimetières: 1,29% en 1975 et 1,59% en 1976, avec un accroissement de 0,30%;

— ouvrages de protection: 2,87% en 1975 contre 2,70% en 1976, avec une diminution de 0,17%.

La réalisation de crèches n'est pas incluse dans le présent programme de travaux car elle dépend de la loi régionale n° 39 du 22 décembre 1973 qui prévoit des subventions jusqu'à concurrence de 80% en complément de la subvention allouée par l'Etat.

Nous nous sommes proposés de coordonner convenablement les travaux d'intérêt public aux orientations d'une optique planifiée des besoins de chaque zone et de chaque communauté. Notre ligne d'action s'efforce donc de répondre aux besoins de notre Région, en tenant compte de l'interdépendance des interventions des autres assessorats.

Nous nous sommes efforcés d'agir, suivant une ligne de continuité et d'après une longue expérience de la réalité valdôtaine, en dehors de tout opportunisme réformiste, en poussant jusqu'à la limite des possibilités nos efforts pour achever des travaux en chantier depuis des années.

D'autre part, face à la crise actuelle, nous sommes persuadés que grâce à des interventions rapides concentrées dans les zones les plus frappées par le chômage, nous pourrons atteindre l'objectif d'une relance économique dans le domaine des travaux publics.

En définitive, j'estime que le plan des travaux, tout en présentant les limites qui lui sont propres, répond aux besoins des Communes et aux exigences actuelles de la Vallée d'Aoste ».

Tableau comparatif du montant des ouvrages

	1973	1974	1975	1976
Travaux inférieurs à lires 10.000.000	193	124	79	38
Travaux dont la dépense est égale à L. 10.000.000	79	53	45	36
Travaux adjugés pour un montant de 50 à 100 millions	8	13	17	20
Travaux adjugés pour un montant de 100 à 150 millions	3	6	5	16
Travaux adjugés pour un montant dépassant 200 millions	1	2	5	7
Installations d'épuration	—	—	2	11

L'école primaire et maternelle de Montan (Commune de Sarre): une importante réalisation au service de la population

"Les nouveaux désastres de la guerre": exposition de dessins et conférence

Fritz Baumgartner, un des plus remarquables représentants de la peinture moderne, et Gino Nebiolo, journaliste et écrivain, ont réalisé, chacun dans son domaine, un livre qui est à la fois un document et un message.

« Les nouveaux désastres de la guerre », rencontre imaginaire entre le peintre espagnol Francisco Goya, qui a dédié aux horreurs de la guerre des œuvres inoubliables et Baumgartner, qui a dénoncé les crimes de la guerre dans ses toiles et qui a toujours été anti-nazi, a été transformée par la plume de Nebiolo en un message moral de condamnation de toute sorte de guerre.

L'Administration Régionale a inclus l'exposition des peintures et la conférence-débat sur le livre dans le cadre des cérémonies pour le trentième anniversaire de l'autonomie: un lien donc entre notre libération et le refus de la guerre.

Le peintre Fritz Baumgartner

Le journaliste Gino Nebiolo

L'allocution de l'Assesseur Di Stasi à la remise des prix du Concours

« Je suis particulièrement heureux de souhaiter la bienvenue au nom de l'Administration régionale et en mon nom personnel aux lauréats du Concours de la fidélité au travail et du progrès économique.

Permettez-moi également d'exprimer mes vifs remerciements aux membres du jury du concours qui se sont si bien acquittés de leur tâche délicate, ainsi qu'à tous ceux qui ont contribué à la bonne réussite de cette manifestation.

Aujourd'hui, nous avons l'honneur de remettre une médaille d'or et un diplôme à:

— 148 travailleurs qui comptent au moins 30 années de service dans la même entreprise industrielle, commerciale, agricole ou artisanale;

— 1 dirigeant d'entreprise qui compte 20 ans d'activité dans les cadres;

— 2 entreprises commerciales qui ont plus de 40 ans d'activité dans la Région;

— 85 cultivateurs comptant plus de 40 ans d'exploitation ininterrompue de leur fonds;

— 2 employés qui comptent plus de 31 ans de service dans le même établissement public de la Région.

La situation difficile qui frappe actuellement notre pays, souligne encore davantage l'importance et la valeur de cette cérémonie. Cette réflexion nous est offerte par votre dévouement au travail, par votre attachement aux entreprises dans lesquelles vous avez travaillé comme titulaires ou comme employés, par la constance de vos activités professionnelles.

Je souhaite que votre exemple soit suivi par les jeunes générations qui vous regardent avec admiration et respect, dans l'espoir intime d'avoir, à leur tour, la possibilité d'entrer dans le monde du travail et, pour les moins jeunes, la garantie de pouvoir conserver leur propre emploi sans être obligés de lutter pour continuer à travailler. Tous ensemble, nous devons faire en sorte que ces aspirations, ces espoirs, ces droits se transforment en réalité concrète. Ce n'est qu'ainsi que notre société pourra progresser et affronter le moment critique actuel.

Avec cette cérémonie, nous voulons prouver le rôle essentiel que le travail joue comme facteur irremplaçable de progrès, grâce à l'apport de toutes les forces productives de notre Région.

Le diplôme et la médaille d'or sont un témoignage symbolique de la gratitude que la communauté valdôtaine veut exprimer à ceux qui ont consacré leurs meilleures énergies au travail en en faisant la raison de leur vie et un instrument d'élévation sociale ».

De gauche à droite: les conseillers régionaux Joseph Albaney et Pasquale Tripodi, l'assesseur des Finances, Pierre Fosson, l'assesseur de l'Industrie et du Commerce, Michele Di Stasi, le Président du Gouvernement, Mario Andrione, l'assesseur de l'Agriculture et des Forêts, Hector Marcoz, le conseiller Claudio Manganoni.

Ordre du jour voté à l'unanimité sur le problème de la ligne ferroviaire Aoste - Chivasso

LE CONSEIL REGIONAL DE LA VALLEE D'AOSTE

Attendu que *la ligne de chemin de fer Chivasso-Aoste revêt une importance considérable pour l'économie de la Vallée puisqu'elle dessert directement vingt Communes valdôtaines et intéresse indirectement les treize vallées latérales;*

Considérant *le nombre élevé des usagers de ce moyen de transport, dont la plupart sont des ouvriers et des étudiants qui, quotidiennement, doivent rejoindre le lieu de leur activité, situé à une distance considérable de leurs habitations;*

Estimant *que l'augmentation toujours croissante des prix du carburant provoquera, dans un très proche avenir, une diminution de l'usage des moyens de transport privés et par conséquent un accroissement du transport public, notamment de celui par voie ferrée;*

Attendu *que le service actuel manque d'efficacité à cause des voitures bondées de voyageurs, des interruptions fréquentes, du chauffage insuffisant dans les voitures, et de l'inobservation des horaires due au manque de matériel roulant moderne et adéquat;*

Constatant *que le type de gestion de la ligne précitée, confiée à du personnel militaire, ne permet pas de l'améliorer et de la réorganiser, notamment en raison du remplacement continuel des militaires qui après avoir terminé leur service et acquis une bonne préparation sont relayés par les recrues qui doivent faire leur apprentissage;*

Considérant *également que la démilitarisation du tronçon ferroviaire en question créerait de nouveaux emplois pour le personnel civil et atténuerait la récession économique en Vallée d'Aoste, en mettant en œuvre la répartition régionale des postes prévus dans l'organigramme des Départements des Chemins de fer de l'Etat;*

DONNE MANDAT

à la Junte régionale, aux parlementaires valdôtains d'être les interprètes, auprès des organes compétents de l'administration centrale, des forces sociales, économiques, politiques et syndicales de la Vallée d'Aoste, afin d'obtenir, dans les plus brefs délais, l'efficacité et le développement du service ferroviaire et, en particulier la démilitarisation de la ligne susdite, en ne renouvelant pas la convention, dont l'échéance est imminente, entre les Ministères des Transports et de la Défense, pour la gestion de la ligne Chivasso-Aoste.

NOUVELLES DE LA RÉGION AUTONOME DE LA VALLÉE D'AOSTE

N° 7/76 - 1ère quinzaine Avril 1976

Cette page a été rédigée par le Bureau de Presse de l'Administration Régionale de la Vallée d'Aoste

LES ELECTIONS POLITIQUES

(Suite de la page1)

bles les droits ethniques et linguistiques de ces peuples mêmes, unie et indivisible dans les scandales et la corruption qui, à des degrés peut-être différents, ont impliqué tous les partis, mais terriblement désunie et divisée lorsqu'il s'agit d'affronter d'une façon sérieuse les graves problèmes qui submergent l'Italie en ce moment et qui sont en train de nous amener à la banqueroute totale; terriblement désunie et divisée dans la volonté de vouloir remédier à cette crise économique, sociale et politique, aboutissement ultime de cette Unité italienne qui, à travers son écrasante centralisation, a détruit tout effort de progrès socio-économique et toute initiative périphérique.

La chute du gouvernement Moro et l'impossibilité de trouver un accord entre les différents partis italiens sur un programme commun pour résoudre cette terrible crise a entraîné la chute de la sixième législature par la dissolution des Chambres décrétée par le Président de la République.

Nous voilà donc dans la nécessité de devoir subir de nouvelles élections politiques, qui ont été fixées pour le 20 et le 21 juin et par lesquelles les partis politiques pensent pouvoir combattre les maux qu'ils ont eux-mêmes causés et voulus. Hélas, nous avons la nette sensation et la ferme conviction que rien ou presque rien ne changera: une ou deux dizaines de députés en plus d'un côté, un raidissement de l'autre mais les mêmes hommes et les mêmes problèmes, la même incapacité dans l'action concrète, sans aucun doute une plus forte centralisation. La gauche au pouvoir (mais est-ce que le PCI aura le courage d'assumer cette tâche?), un Premier Ministre socialiste, compromis historique? Nous ne savons pas quelle sera la solution que ces élections donneront, mais elles seront toutes destinées à gérer pendant longtemps encore cette crise. Il n'y aura pas de solutions radicales!

Notre position vis-à-vis de ces élections anticipées ne peut donc être qu'extrêmement critique. Lorsque la machine électorale sera en pleine activité nous assisterons à une dure campagne qui verra l'opposition de deux grands blocs, gauche et DC, s'affronter sur des thèmes qui sortent de nos perspectives. Ceux-ci auront à leur disposition tous les moyens d'information: presse, radio, télévision et tout ce que leurs grandes possibilités financières pourront leur fournir. Ces mêmes moyens seront au contraire niés aux mouvements autonomistes des peuples minoritaires. Et cela à la barbe de l'art. 5 de la Constitution qui établit la reconnaissance et la promotion des autonomies locales, la décentralisation des services qui dépendent de l'Etat et l'adaptation des principes et des méthodes de la législation étatique aux exigences de l'autonomie et de la décentralisation; au mépris aussi de l'art. 6 («La Repubblica tutela con apposite norme le minoranze linguistiche») qui n'est pas simplement méconnu, mais appliqué à rebours, car pendant ces 30 années l'Etat n'a fait, à ce sujet, que poursuivre l'action entreprise par le fascisme.

Ainsi la Fédération des Mouvements Régionalistes au VDA et nos mouvements frères du Piémont, du Sud-Tyrol, du Trentin, du Frioul, de la Sardaigne, etc., qui seront présents avec leurs listes à cette campagne électorale seront fortement handicapés: les ressortissants de ces peuples devront subir la massive et écrasante propagande des doctrines dominantes, mais ils seront dans l'impossibilité absolue de faire entendre leur voix, de faire connaître leurs problèmes réels, de divulguer à travers les moyens d'information, ouverts seulement aux autres, leur doctrine, leur modèle de société, leurs choix socio-économiques et politiques, leurs solutions pour résoudre la crise de l'Etat actuel.

Pour l'U.V. ces élections anticipées sont une autre source de préoccupations. Elles retarderont la deuxième phase de la réunification avec le RV et l'UVP, si bien commencée par l'Assemblée Générale de nos mouvements le 28 mars dernier à Saint-Vincent. Nos forces étant engagées dans la campagne électorale, nous devrons en effet renvoyer au lendemain du 21 juin les réunions pour la formation des sections unitaires et la nomination des responsables dans les différents organes. Mais la lutte commune que nous engagerons ne pourra que renforcer toujours plus nos liens et notre volonté d'oeuvrer pour l'unité des Valdôtains.

A cet effet nous serons présents avec nos hommes et avec toutes nos forces à cette bataille électorale, car l'enjeu est trop important pour nous. Nous lutterons donc pour que de vrais autonomistes puissent siéger au Parlement italien, représenter les justes et profondes instances de notre peuple, oeuvrer en collaboration avec les représentants autonomistes des autres peuples, avec lesquels nous avons resserré nos liens ces derniers temps, pour un renouveau radical de la société. Au moment où certaines structures de l'Etat commencent à craquer, mais au moment où, d'autre part, la menace d'une plus forte centralisation semble pouvoir se réaliser dans le futur, il nous faut être présents. Il le faut pour que, avec les Tyroliens, les Occitans, les Slovènes, les Sardes, les Ladins et avec nos autres frères opprimés, nous puissions oeuvrer pour un avenir où l'Autonomie soit le moteur de la vie politique, sociale et économique de chaque communauté, pour un avenir où la participation rende la vie digne d'être vécue par chaque homme, où la coopération entre peuples mette fin aux totalitarismes de tout genre.

Il nous faut être présents en ce moment où l'unification politique de l'Europe semble pouvoir se faire, car il faudra choisir entre une Europe des Etats voulue par les partis et qui serait à nos égards plus néfaste que l'Europe actuelle, ou bien une Europe ethnique, celle que nous avons choisie et pour laquelle nous nous battons depuis longtemps.

Il nous faudra être présents pour que les élections pour le Parlement Européen, pour ne citer qu'un exemple, ne se fassent pas selon l'affirmation de Badini Confalonieri, acceptée et reprise par la communiste Jotti à la conférence de Turin du mois dernier, par le système d'un «collegio unico nazionale» (lisez statonazionale!) dans lequel les minorités ethniques ne pourraient évidemment pas exprimer leurs représentants, mais pour qu'elles tiennent compte des réalités ethniques au-dessus et au-delà des frontières politiques innaturelles que l'on nous a imposées.

Il nous faut être présents pour que la future Europe unie soit une Europe fédéraliste construite du bas vers le haut et non imposée, une Europe des communautés naturelles ayant reconnu le droit des peuples à l'autoaffirmation et à l'autodisposition, une Europe à mesure d'homme, où celui-ci puisse vivre délivré des contraintes du néo-capitalisme comme du totalitarisme du collectivisme marxiste.

Il nous faut enfin être présents pour que l'association des partis à un niveau supra-étatique ne transpose pas dans l'Europe de demain les luttes que ces mêmes partis engendrent aujourd'hui au niveau de l'Etat.

Pour tout cela la Fédération des Mouvements Régionalistes, qui s'est mise au service de la Vallée d'Aoste, lance un appel à tous les Valdôtains afin que, oubliant les rancunes et les divisions du passé, ils puissent retrouver leur unité pour marcher en pleine autonomie vers le progrès et vers le fédéralisme européen.

Joseph-César PERRIN

COMITE DES TRADITIONS

Le Bureau du «Comité des Traditions Valdôtaines», 6, place Emile-Chanoux, à Aoste, est ouvert au public les jours de mardi, jeudi et samedi, de 8 à 12 heures. Tél. 361089. On pourra s'y adresser pour les abonnements à la revue «Le Flambeau», l'adhésion au Comité et tout autre renseignement pertinent.

PARAISSANT DEUX FOIS PAR MOIS
Rédaction Administration et Publicité
au SIEGE de
L'UNION VALDOTAINE
29, rue Festaz - Tél. 41120 - 11100 Aoste,
ABONNEMENTS
Ordinaire L. 1.500 - (semestre L. 800)
Etranger L. 2.500 - Soutien L. 5.000

DIR. RESP. EMILE PROMENT
Enreg. Tribunal d'Aoste N. 2 du 24/5/1954
Imprimé par l'UNION VALDOTAINE
29, rue Festaz - Tél. 41120 - 11100 Aoste